



Brexit ? just kidding

«Brexit» or no Brexit

Chapeau

Pour qui se 'désinforme' auprès de nos médias dits *mainstream* il devient très difficile de comprendre quels sont les ressorts des événements et rebondissements autour de la sortie de la **Grande Bretagne** de l'**Union européenne** par l'intermédiaire de l'**article 50**. Cette sortie est issue d'un référendum organisé par **David Cameron**, un premier ministre tory opposé à la sortie de l'UE, qui a donné une majorité assez nette en faveur de ce qui a été nommé **Brexit (Britain exit)**.

La rupture avec l'UE devait être effective dans un délai de 2 ans qui est écoulé.

Une sortie sans accord est tout à fait possible, mais il y a des problèmes à discuter, comme ceux liés aux engagements budgétaires, ceux de la représentation parlementaire et dans les commissions... Le déclenchement de l'article 50 devrait placer 'de facto' le pays qui le fait jouer en dehors de l'UE. Mais la volonté de l'UE de s'opposer à cette sortie fait que le pays sortant est malgré tout maintenu dans les institutions.

La politique n'aime pas les choses simples, mais là rien ne permet de comprendre à priori la folie qui s'est emparée du Parlement britannique, les voltes faces, les déclarations contradictoires...

Pour comprendre un peu, sans prétendre avoir toutes les clés, il faut plonger dans les centres de gouvernance occulte des pays concernés, regarder les aspects de géopolitiques et se pencher également sur les rapports de force dans la finance internationale.

A) Les causes profondes du Brexit.

Si l'on regarde les choses superficiellement, on voit le **Brexit** comme une décision populaire, une volonté du peuple anglais de se défaire du carcan des institutions européennes et un rejet instinctif du *néo libéralisme* qui marque l'UE dans ses institutions et règles mêmes. Dans ce cas on devrait avoir une solution alternative avec une base sociale importante. Or ce qui se dessine en **Grande Bretagne** c'est plutôt un retour timide au **capitalisme industriel**, et surtout une réorientation des échanges commerciaux et de la finance liée principalement à **La City**.

Il est notamment assez clair que La City est pro Brexit.

Quelques éléments pour le montrer:

1) il a fallu une influence importante, qui n'était pas vraiment populaire ni politique, pour amener **David Cameron** à lancer le référendum sur la sortie

2) l'affaire des **Panama papers**, voir cet article **Brexit: behind the doors** https://www.agoravox.fr/ecrire/?exec=articles&id_article=182458 , a mis en évidence que la rivalité entre **Wall Street** et **La City** tournait à l'affrontement. La City veut mener une politique financière et commerciale indépendante.

3) Il a été constaté **outré Manche** que sur les réseaux sociaux une campagne fortement financée se développait en faveur d'un **Brexit** dur.

B) Au niveau géopolitique

Au niveau de l'économie mondiale on constate depuis maintenant un certain temps une montée en puissance de l'**Eurasie**, avec la pleine participation de la **Russie**. A l'intérieur de cette zone les échanges commerciaux s'intensifient et la tendance claire est à l'abandon du **dollar** comme monnaie d'échange. On note que ce qui vient renforcer cette nouvelle donne, ce sont les sanctions américaines contre la **Russie** notamment, mais aussi contre l'**Iran**. De plus, pour asseoir son commerce mondial vers lequel son économie reste principalement tournée, la **Chine** développe depuis déjà un certain temps son projet de **nouvelles routes de la soie, le projet BRI (Belt and Road initiative)**. Il ne s'agit pas seulement d'échanges commerciaux mais aussi d'investissements. Particulièrement pour la réalisation des moyens d'échanges, - trains, routes, ports et aéroports.. -. Bien évidemment la question énergétique est sous jacente . L'avenir immédiat est au **gaz naturel** et il y a plusieurs projets de gazoducs pour relier l'**Europe de l'ouest** aux champs gaziers, - le **Nord Stream**, le **Turkish stream**, un projet pour l'instant bloqué pour amener le gaz naturel du grand champ marin gazier commun à l'**Iran et au Qatar**, le **south Pars**, à travers l'**Irak et la Syrie**,.. Il est clair qu'une bonne part de la politique américaine au **Moyen Orient** en **Afghanistan, vis à vis de l'Arménie, en Ukraine...** s'explique par la volonté de bloquer tout cela.

L'**UE** sous la direction de l'**Allemagne** avant tout et de la **France**, assistées par la commission européenne, vient de conclure un accord avec la **Chine**, essentiellement de libre échange et de liberté pour les investissements.

Sans développer, il est évident que la **Chine** joue sur les divisions des pays européens pour conclure des accords séparés. Comme avec la **Grèce**, la **Croatie**, l'**Italie**.. pour se ménager des corridors commerciaux. Sous cet angle on peut voir que la **France**, là encore, sous l'emprise de responsables politiques fantoches et asservis à des intérêts étrangers, **Macron** étant notamment à la botte des américains, a plusieurs mètres de retard comme on dit. En l'occurrence ce serait plutôt du *ferroulage*.

On remarque naturellement que la **Grande Bretagne** est tenue à l'écart de cela et qu'elle a donc le plus grand intérêt à jouer son jeu propre.

On discutera plus loin de l'impact, forcément important, que toute cette nouvelle révolution commerciale et financière a sur l'Europe des traités, l'**UE**.

Dans ce contexte géopolitique on comprend que le **Brexit** total, qualifié de 'dur' ou 'sauvage' par ceux qui n'en veulent pas, L'**Allemagne** en premier lieu, est un élément de survie obligatoire pour les **Iles britanniques**.

C) Les méandres des discussions sur un accord entre l'UE et la GB sur le Brexit

Un des problèmes majeurs se trouve dans le fait que si le peuple britannique a voté sans ambiguïté pour le **Brexit**, dont on imagine bien que dans l'esprit des gens cela signifiait une sortie totale, il a élu des représentants dont la grande majorité étaient en fait opposés au **Brexit**. Au passage on notera que compte tenu de la désinformation et de la propagande du système, complétée par la complexité de tous les problèmes, - énergétiques, politiques, géopolitiques.. -, ainsi que de la trahison de partis politiques, ceux qui se réclament de la 'gauche' entre autres, les résultats des élections sont incohérents, ils n'éclaircissent jamais l'horizon et l'avenir politiques, et vont toujours à l'encontre des intérêts des citoyens et du pays. Ainsi les couches moyennes élisent des responsables politiques dont le but véritable est de les dépouiller.

(En *a parte* on peut dire que notre modèle 'démocratique' est en faillite, avec dans certain cas des élections tournant à la farce électorale comme en **Ukraine**. Conscient de cela le système dominant met en avant une «démocratie» directe encore plus facilement manipulable)

Dans ces conditions il est bien évident que les négociations d'un accord entre l'UE et la **GB** consistent avant tout à contourner le **Brexit**. Ainsi, l'accord entre **Theresa May** et l'UE sur le **Brexit** est une manœuvre de détournement tellement grossière que les **MP** (member of Parliament) n'ont pu le voter de peur de la réaction de leur électorat.

Dans les faits l'UE et **Theresa May** se sont donc entendus sur un accord qui annihile complètement le **Brexit**. Accord inacceptable pour la majorité des **MP** et que **T May** a représenté jusqu'à plus soif au Parlement anglais, si bien qu'à la fin le responsable du Parlement lui a signifié de ne revenir devant les **MP** qu'avec un nouveau texte d'accord.

On est ainsi rapidement arrivé à la date butoir du 12 avril 2019. L'UE avec l'**Allemagne** qui la dirige ne veulent surtout pas d'un **Brexit** qu'ils qualifient de *sauvage*, c'est à dire une vraie sortie de la **GB** des institutions européennes et des traités. De même que la grande majorité des élus et responsables politiques en **Angleterre**. Un nouveau long délai, jusqu'au **31 octobre**, a donc été accordé à **T May** pour faire passer l'accord sur lequel il y a eu entente. Vu le délai court vis à vis des élections européennes, il s'agit aussi de forcer la **GB** à y participer. Ce qui la maintient politiquement dans l'UE. On entre ainsi dans le processus de trahison de la volonté populaire.

Il est aussi nécessaire de donner le temps à **T May** de développer sa nouvelle stratégie pour faire passer son accord. En **Angleterre** lorsque le système néo libéral a des problèmes, la meilleure solution est de faire appel aux *travailleurs*. Dont **Jeremy Corbyn** est le leader. Si celui-ci ne présente pas le même profil que **Tony Blair** qui s'est vanté publiquement d'être le meilleur serviteur du **néo libéralisme**, il est sur la même ligne. Être partisan de l'UE telle qu'elle est aujourd'hui c'est adhérer au **néo libéralisme** et accepter également la domination de l'**Allemagne**.

Un vote positif sur l'abandon du **Brexit** n'a aucune chance de passer au Parlement britannique. La solution d'un nouveau référendum a été évoquée, mais elle fait peur au gouvernement branlant de **T May** et à beaucoup de **MP**. En effet, si celui-ci donnait à nouveau un résultat en faveur du **Brexit** on tomberait automatiquement sur la sortie dite 'sauvage'. Néanmoins, avec le soutien de **Jeremy Corbyn** cette possibilité sera peut-être mise en œuvre.

On va donc inaugurer en **Angleterre** une entente inédite entre les partis, **Labour** et **Tory**, pour trahir le peuple. Une phase qui a eu lieu en **France** pour revenir sur le référendum **anti TCE** de **2005**.

D) L'impact du Brexit sur l'UE

Cette crise autour du **Brexit** survient dans le cadre d'une union européenne qui se fissure et où des divergences de vue et de positions s'affichent désormais sans contrainte. Les discussions sur le nouveau délai donné à la **GB** marquent une nouvelle étape dans ces fissures qui ont tendance à devenir des fractures maintenant. Elles ont également révélé le fait que **Macron** pèse bien peu dans les décisions finales.

Plus profondément les bases de l'Union européenne sont touchées.

* Le premier élément est liée à la fondation de l'**UE** sous l'égide américaine et sa dépendance, ouvrant la voie à une vraie tutelle, aux **USA** et à leur organisation de 'défense' l'**Otan**.

* Le deuxième élément est la domination économique et politique de l'**Allemagne** sur l'**UE** et les pays qui la composent.

L'**UE** et l'**Allemagne** se sont longuement pliées à la vassalisation **US**. Mais la donne est en train de changer doucement mais inexorablement. Outre le fait que les **allemands** se plient difficilement à une domination étrangère, accentué par la manière dont **Trump** traite ses alliés, c'est à dire, sans fioriture, comme des vassaux, la situation économique de l'**Allemagne** est en train de se dégrader. Un premier coup a été porté lorsque la balance commerciale particulière de l'**Allemagne** avec la **Chine**, il y a déjà quelques temps, est devenue déficitaire. Tirant partie de l'**Euro** qui est une monnaie légèrement dévaluée par rapport à ce que serait un **Mark allemand**, le commerce allemand exploite le marché de tous les autres pays de l'Europe des traités pour des balances commerciales spécifiques très positives. C'est le cas avec la **Grande Bretagne**. Pour l'**Allemagne** perdre ce marché d'outre manche serait très dommageable. D'autre part l'orientation énergétique absurde que constitue l'«**energiewende**» mine son économie de l'intérieur.

Et si jusqu'à maintenant l'**Allemagne** a maintenu une façade d'alignement sur les positions **US**, tout en développant en sous main des relations commerciales et autres avec la **Russie**, les choses sont en train de très clairement changer. Le fait le plus notable est relatif au projet (déjà bien engagé) de gazoduc **Nord Stream** pour l'approvisionnement en gaz naturel russe, que les **USA** veulent bloquer, par des menaces et des manœuvres comme celles, en février dernier, de **Macron** au niveau européen. L'**Allemagne** maintient fermement ce projet. Il y a également l'évocation d'une armée européenne, idée soutenue cette fois par **Macron** sans doute pour les possibilités de répression de mouvements populaires que cela offrirait. Il y a aussi la réserve de l'**Allemagne** sur l'offensive militaire contre le **Donbass** que le régime de **Kiev** rêve d'engager. C'est une démonstration par l'absurde, terme adapté, puisque si cela avait été un soutien allemand, **Poroshenko** aurait lancé cette action militaire.

Enfin il y a l'accord iranien dont **Trump** s'est dégagé illégalement (l'**Iran** a respecté ses engagements) et unilatéralement. Les participants européen à cet accord, le **JCPOA**, - joint comprehensive plan of action -, ont d'abord timidement manifesté leur désaccord, puis encore à un niveau modeste monté une structure financière très limitée capable de contourner les sanctions américaines.

Les tendances, - l'**Allemagne** reprenant son indépendance et la montée des divisions dans l'**Europe des traités** -, sont claires.

Seules la corruption et la compromission d'élus et responsables politiques de tous bords, empêchent encore l'éclatement maintenant inévitable de la structure **néo libérale** européenne.

En **Angleterre** la trahison de la volonté populaire laissera sa trace.

Conclusion

Il est donc plus que probable qu'il n'y aura pas de vrai **Brexit**.

Montrant ainsi à quel point la sortie des institutions et traités européens par l'article **50** ne se résume pas à un problème administratif.

Il s'agit de sortir du **néo libéralisme** et de la sphère américaine, de l'empire financier anglo saxon dirigé trans nationalement par les vrais maîtres du monde.

Même lorsque l'on veut rester sous un régime de capitalisme financier, il y a toujours une orientation qui déplaît au système, - se tourner vers la **Russie** ou la **Chine** d'une manière indépendante, reprendre la maîtrise de sa **monnaie**, gérer ses ressources dans son propre intérêt.. -.

En fait sortir de l'**UE**, de l'**Euro** et de l'**Otan** correspond à une véritable révolution.

Mais à un moment donné, les mouvements souterrains qui portent les tendances fortes deviennent irrésistibles.